

Ecrit par le 22 juillet 2024

## 3 ans après le début de la crise sanitaire, 94% des entreprises disposent d'une politique de télétravail



**Les DRH ont tourné la page de la crise sanitaire et le télétravail est désormais devenu la norme au sein des entreprises avec des règles bien établies pour assurer le bon fonctionnement de l'organisation et répondre aux attentes des salariés et candidats. Optimistes en 2022, les DRH se montrent prudents en 2023 tout en faisant preuve de détermination. C'est ce que révèle la nouvelle édition du [Baromètre des DRH](#)\* réalisée par [WTW](#), [ABV Group](#) et [RH&M](#).**

« En 2023, les DRH doivent s'adapter à la volatilité croissante de l'environnement des entreprises et se focaliser sur la gestion de l'humain tout en ayant à cœur d'accompagner la transformation de leur organisation, souligne [Laurent Termignon](#), directeur de l'activité Work & Rewards chez WTW. Ils pilotent la contribution de leur fonction dans une double échelle de temps : le court terme avec le climat social, l'impact de l'inflation, les enjeux d'attractivité tout en l'inscrivant dans la durée sur les thématiques de la RSE, du climat voire de la question du partage de la création de valeur. Plus que jamais, les DRH

Ecrit par le 22 juillet 2024

confirment ainsi leur rôle à la fois stratégique et opérationnel dans la conduite des entreprises. »

### Changement du rapport au temps

« Le rapport au temps a changé. Les temps stratégiques et opérationnels se sont réduits ; le temps des organisations se réduit aujourd'hui, ajoute [Damien Riso](#), directeur associé d'AVB Group. Les salariés s'adaptent et attendent des entreprises qu'elles s'adaptent en retour. Si 80% des DRH font de la maîtrise des coûts un enjeu extrêmement important, ils mettent aussi en valeur que la transformation des entreprises passe par cette gestion de l'humain. Et cette édition 2023 du Baromètre des DRH témoigne de ces changements ! »

Parmi les principaux enseignements de cette édition :

- Pour 83% des DRH (vs 93% en 2022), soutenir et accompagner la transformation de l'entreprise reste la première priorité de leur fonction et même une priorité absolue pour 62% d'entre eux. Dans un marché du travail dynamique, rendre plus attractive leur entreprise arrive en deuxième position (52%), suivi par l'amélioration de l'expérience salarié qui reste capitale pour 39% (vs 53%) des DRH.
- La transformation de l'entreprise passe pour 64% des répondants (vs 78%) par la mise en place d'une organisation favorisant l'innovation et l'agilité. La dématérialisation des tâches et la robotisation (44% vs 46%), ainsi que la mise en place d'une démarche de Gestion des Emplois et des Parcours Professionnels (GEPP) ou de Strategic Workforce Planning (44% vs 52%) arrivent ensuite. A 40%, la redéfinition de la culture d'entreprise connaît une augmentation de 7 points par rapport à 2022.
- En matière de RSE, Diversité et Inclusion, les DRH se mobilisent toujours en tout premier lieu sur la qualité de vie au travail et le bien-être des collaborateurs (85% vs 87%). La promotion de l'inclusion, l'équité et la diversité (77% vs 83%) reste également une priorité absolue. L'amélioration de la transparence et de la gouvernance (46% vs 38%) occupe la 3ème position.
- Trois thématiques occupent une place privilégiée dans la politique de gestion des talents, considérées chacune comme très importantes par 88% des DRH : l'engagement et la fidélisation des collaborateurs, l'attractivité et la marque employeur, ainsi que le développement des compétences. Dans un contexte de marché de l'emploi dynamique et concurrentiel, les DRH ont à cœur de faire progresser l'expérience de leurs salariés et de l'inscrire dans la durée.
- En termes de politique de rémunération, en lien avec le contexte inflationniste et l'impact sur le pouvoir d'achat, 74% des DRH considèrent la gestion du salaire de base comme la priorité de l'année 2023, un score en forte progression (62% en 2022) ; la part variable et la rémunération de la performance (64% vs 63%) passe en deuxième position, suivi de près par l'équité de traitement entre les salariés (64%). L'égalité Femmes / Hommes (57% vs 64%) et la rémunération des compétences ou des métiers en tension (53% vs 74%), demeurent présentes dans les préoccupations de plus de la moitié des DRH mais avec des scores inférieurs. Pour faire face aux conséquences de l'inflation sur la rémunération, 74% des DRH envisagent le ciblage sur les populations critiques.

Ecrit par le 22 juillet 2024

- Concernant l'efficacité de la fonction RH, la qualité du dialogue social reste l'enjeu majeur pour les DRH, en baisse néanmoins de 7 points (70% vs 77%). Les priorités se portent ensuite sur l'évolution de la fonction RH, notamment sur le volet digital pour les deux tiers des répondants, avec l'évolution du SIRH (stable à 67%), l'analyse des données RH (65% vs 61%), et la digitalisation des processus RH (60% vs 63%). Le recrutement (76% vs 75%) est pour les DRH le processus RH à digitaliser en priorité.
- L'absentéisme impacte l'engagement des collaborateurs selon 75% des DRH mais aussi l'organisation et la gestion des ressources (62%), et génère des risques psychosociaux (62%). Pour le réduire, les DRH privilégient l'amélioration de l'environnement de travail (71%), l'écoute des salariés (69%), la prévention (64%), ainsi que la formation et la sensibilisation des managers (56%).
- Pour 2023, les DRH anticipent clairement une croissance moins forte du recrutement même si elle reste en tête des réponses (47% vs 61% en 2022). Les anticipations économiques pourraient être la première cause de ce ralentissement attendu du recrutement.
- 94% des PME, ETI et Grandes Entreprises disposent d'une politique ou d'un ensemble de principes pour organiser le télétravail ; 54% des entreprises l'ont définie en 2020 ou avant, 40% en 2021 et 2022. Seules 6% des organisations n'ont déployé aucune mesure.
- Selon les DRH, le télétravail permet d'améliorer l'attractivité de l'entreprise (87% vs 82%), et de favoriser un meilleur équilibre de vie pour les salariés (79% vs 81%). Ces résultats montrent que ce mode de travail s'installe durablement comme facteur d'attraction et de rétention.
- Cependant pour 87% des DRH, le télétravail n'apporte rien à la collaboration (lien social, esprit d'équipe, innovation collective...), voire la dégrade. En outre, s'ils sont 32% à affirmer que cette pratique a permis d'améliorer la productivité, 62% estiment que son impact est très faible.
- Pour 59% des participants, la politique est de deux jours de travail à distance par semaine alors que 17% proposent 3 jours. Seuls 12% n'envisagent qu'une journée alors que 8% ont opté pour 5 jours. La semaine condensée en quatre jours, plus contraignante à mettre en place, fait peu partie des mesures prises (3%).
- 96% des entreprises ont pris position concernant l'indemnisation ou non des salariés en télétravail. Ainsi, si 50% (vs 51%) d'entre elles n'ont pas prévu d'indemniser leurs télétravailleurs, 46% (vs 35%) ont l'intention d'instaurer une compensation.
- Selon les DRH, la situation géopolitique (34%) et les phénomènes de grande démission et de quiet quitting ou démission silencieuse (30%) sont les thématiques qui influencent le plus le climat de l'entreprise en 2023.

« Comme nous pouvons le constater à la lecture des résultats 2023 du Baromètre des DRH, les injonctions sont grandissantes pour les DRH, tenus plus que jamais de résoudre l'équation développement économique et développement des femmes et hommes de l'entreprise, dans un monde subissant de grandes ruptures. Nous commençons seulement à comprendre que nous vivons dans un monde 'VUCA' (Volatile et incertain, complexe et ambigu), et le monde glisse tout schuss vers un univers

Ecrit par le 22 juillet 2024

'BANI' (Brittle -fragile-, anxieux, non linéaire et incompréhensible). Les enjeux en sont d'autant plus lourds de conséquences, le champ d'actions du DRH plus étendu et ses responsabilités plus grandes » conclut [Delphine Lancel](#), directrice associée du groupe RH&M.

\* *Méthodologie : L'édition 2023 du Baromètre des DRH a été menée du 1 décembre 2022 au 31 janvier 2023 à l'aide d'un questionnaire en ligne auquel 108 DRH d'entreprises de toutes tailles et industries confondues ont répondu.*

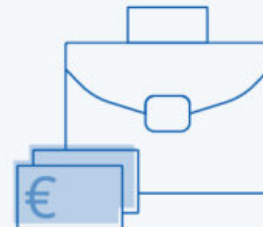
---

## Les pays où l'on gagne le mieux sa vie

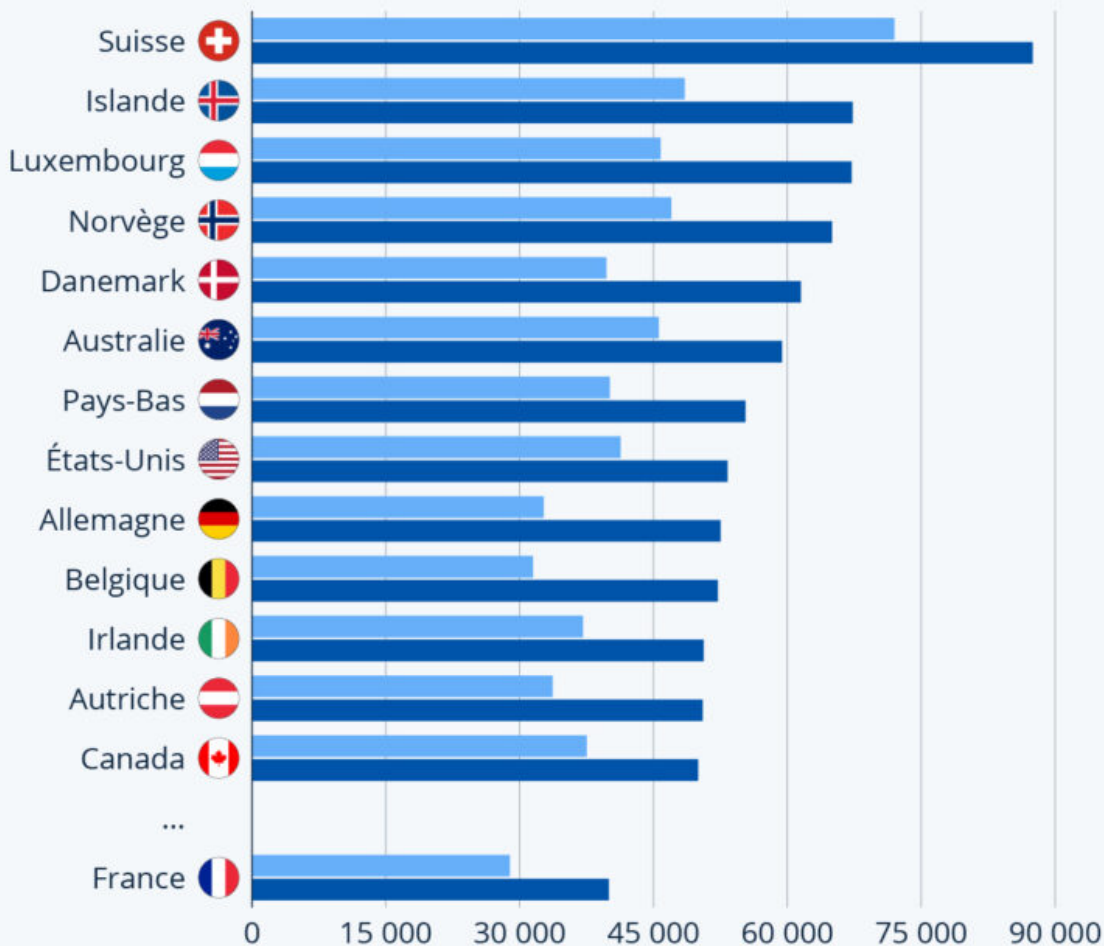
Écrit par le 22 juillet 2024

# Les pays où l'on gagne le mieux sa vie

Salaire moyen brut/net dans une sélection de pays de l'OCDE en 2021, en euros \*



■ Net ■ Brut



\* pour un célibataire sans enfants. Données arrondies.

Source : OCDE



**statista**

Écrit par le 22 juillet 2024

En 2021, un célibataire sans enfant en Suisse a gagné environ 72 000 euros nets pour un salaire brut d'environ 87 500 euros par an. C'est ce que montrent les [données](#) collectées par l'OCDE sur la situation du marché du travail dans les pays membres, converties en euros par Statista avec les taux de change applicables. On trouve ainsi en Suisse des salaires se situant parmi les plus élevés d'Europe (et du monde).

Comme le montre notre graphique, les écarts entre les [salaires](#) bruts et nets sont particulièrement importants en Belgique, en Allemagne et au Danemark. En Belgique, les employés à temps plein ne perçoivent en moyenne que 60 % de leur salaire brut, contre 62 % en Allemagne et environ 65 % au Danemark. Cela explique en partie la position de la Suisse dans ce classement : dans ce pays, les prélèvements ne s'élèvent en moyenne qu'à 18 % du salaire brut.

En [France](#), un célibataire sans enfant gagne en moyenne 40 000 euros bruts et reçoit 72 % de ce montant net, soit 28 900 euros, ce qui place le pays assez loin derrière ses voisins du Nord et de l'Est.

Bien entendu, ces chiffres sont à mettre en relation avec le [coût de la vie](#) dans les différents pays. En Suisse par exemple, il est particulièrement élevé : en 2021, le coût de la vie y était de 47,7 % supérieur à celui de l'Allemagne et 41,2 % à celui de la France, selon les chiffres de l'OCDE. Néanmoins, ce pays reste l'un de ceux où le [pouvoir d'achat médian de la population est le plus élevé en Europe](#).

De Claire Villiers pour [Statista](#)

---

## Westfalia vient d'inaugurer sa nouvelle mûrissierie de fruits exotiques à Graveson

Ecrit par le 22 juillet 2024



Comme nous l'avions annoncé il y a 1 an, le groupe [Westfalia fruit international](#), spécialiste de l'importation, du murissage et de la distribution de fruits tropicaux et subtropicaux toute l'année, vient d'inaugurer sa nouvelle mûrissierie de fruits exotiques située à Graveson.

D'une surface totale de 5 450m<sup>2</sup>, bâti sur un terrain de 21 232m<sup>2</sup>, le nouveau site regroupe plusieurs chambres de mûrissage bénéficiant des dernières technologies. Le bâtiment intègre également des bureaux et locaux sociaux (750m<sup>2</sup>), un atelier de conditionnement et de stockage de produits (4 600m<sup>2</sup>), ainsi que des locaux techniques (100m<sup>2</sup>).

Réalisé par l'avignonnais [GSE](#), le bâtiment est doté d'une centrale photovoltaïque de 1 450m<sup>2</sup> installée sur le toit. Exploitée en autoconsommation, elle doit permettre de compenser une majeure partie de la consommation électrique du site.

### **Des avocats pour approvisionner le marché méditerranéen**

Inauguré par Terry Moore, président du conseil d'administration de [Westfalia Fruit](#), le site se trouve « à la pointe de la technologie est moderne à tous points de vue, explique le groupe. Des méthodes de stockage de haute technologie aux salles de maturation les plus modernes pour garantir des avocats de la plus haute qualité. L'ouverture de Graveson permet à Westfalia Fruit d'approvisionner localement nos clients, notamment dans le sud de la France, l'Espagne et l'Italie. »

L.G.

Ecrit par le 22 juillet 2024



© DR

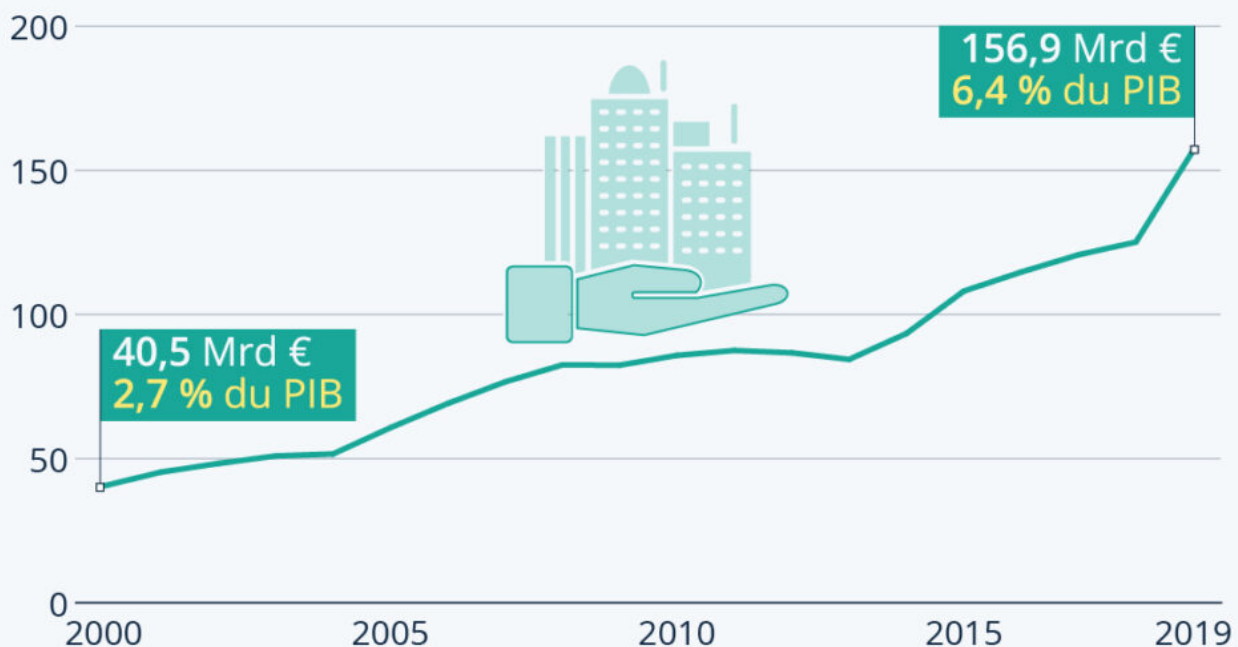
## Les entreprises françaises accros aux aides publiques ?



Ecrit par le 22 juillet 2024

# L'aide publique aux entreprises ne cesse d'augmenter

Évolution du montant annuel des aides publiques reçues par les entreprises en France



Total des dépenses fiscales classées, dépenses socio-fiscales et dépenses budgétaires

Source : IRES



statista 

Lorsqu'on évoque les [dépenses publiques](#), on pense souvent en premier lieu aux [prestations de sécurité sociale](#) et aux dépenses de fonctionnement des services et organismes publics. Mais comme le met en avant une [étude](#) récemment publiée par l'Institut de recherches économiques et sociales (IRES), l'État français consacre également une part importante de son budget à l'aide aux entreprises - et ce avant même le déploiement des dispositifs massifs de soutien en réponse à l'[impact du Covid-19](#).

Écrit par le 22 juillet 2024

Avec près de 160 milliards d'euros versés en 2019, les subventions aux entreprises sont devenues le premier poste de dépenses de l'État. Pour se faire une idée de ce que représente un tel montant, il correspond environ au double du budget de l'[Éducation nationale](#), qui reste par ailleurs le premier [employeur](#) de France (1,2 millions de personnes au service de 12 millions d'élèves en 2021).

Comme le montre également notre graphique, l'aide publique aux entreprises n'a cessé d'augmenter au cours des dernières décennies, le montant total des subventions accordées (non ajusté de l'inflation) ayant plus que quadruplé en vingt ans. Entre 2000 et 2019, la part des aides de l'État reçues par le secteur privé dans le PIB français est ainsi passée de 2,7 % à 6,4 %.

De Tristan Gaudiaut pour [Statista](#)

---

## Banque Populaire Méditerranée : un ancrage dans le territoire pour soutenir les talents et favoriser l'économie locale

Ecrit par le 22 juillet 2024



## La direction de la Banque Populaire Méditerranée, 'la BPMed', vient de faire point à Avignon sur le bilan 2022 et les perspectives 2023.

C'est d'abord son président, Philippe Henri qui rappelle l'historique de cette banque coopérative régionale : « En 1929, Joseph Chaix crée sa banque éponyme, dont le siège est Place Carnot à Avignon. Un siècle plus tard, à 3 ans près, (2016), elle fusionne avec la BPPC (Banque Populaire, Provençale et Corse) basée à Marseille, sur le Prado, ce qui donnera la BPMed. En 2023, nous sommes à la fois dans la continuité et le changement. Nous avons hérité de son côté proximité avec nos clients et avec le maillage du territoire grâce à toutes nos agences. Mais nous nous adaptions aussi aux temps nouveaux, l'humain reste essentiel et nous confortons notre expertise, nous aidons aussi la culture avec des partenariats de mécénat (comme avec le Quatuor Girard, les frères Capuçon ou la pianiste virtuose Jodyline Gallavardin venue à la Scala cet automne). Nous donnons un coup de pouce pour aider à mieux vivre ensemble quels que soient les défis. »

### 55 000 clients privés, 11 000 professionnels et 900 PME en Vaucluse

La directrice générale, Sabine Calba insiste : « Nous sommes effectivement au service du territoire, de ses talents, de ses entrepreneurs. Dans le Vaucluse nous totalisons 55 000 clients privés (+ 10% en 3 ans), 11 000 professionnels (+ 15% en 3 ans) et 900 PME. Notre rôle dans l'économie locale est donc majeur puisque nous avons injecté 330M€ en 2022 (soit 9% de nos financements globaux de la Région Sud). Nous avons à coeur d'être là où sont tous nos clients, c'est notre ADN. Et notre mantra, c'est un engagement de proximité avec un réseau d'une vingtaine d'agences et en plus un Centre d'Affaires Entreprises dédié. Nous avons investi 2,3M€ dans la rénovation des agences de Bollène, Courthézon, Le

Ecrit par le 22 juillet 2024

Pontet, Sorgues et Valréas. Dans un souci de cohérence, nous allons regrouper celles d'Orange et Pernes-Les-Fontaines. »

Elle poursuit : « Nous comptons 288 collaborateurs en Vaucluse (13% de nos effectifs globaux en Provence-Alpes-Côte d'Azur) et nous maintiendrons l'emploi en optimisant les équipes. Par exemple, avant nous avons deux sites à Avignon, sur le MIN et à Fontcouverte, désormais nous regroupons 75 collaborateurs à Fontcouverte, dans un souci de sobriété, de co-working, et de proximité géographique entre activités commerciales et de gestion ».

L'axe de développement des mois qui viennent est 'Le Plan Stratégie à l'horizon 2024' et la feuille de route est d'accompagner les clients dans la relance économique en cette période complexe. « On sera là pour les factures énergétiques, les prêts à rembourser, pour les boulangers, les charcutiers, les restaurateurs, les paysans, les personnels de santé, ce sera du cas par cas, du cousu main » ajoute la Directrice Générale. « Dans notre banque régionale, les décisions sont prises ici, pas à Neuilly, pas dans la macro-économie. Les dossiers on les suit pas à pas avec un conseiller dédié qui connaît les clients, est proche d'eux, les rencontre, leur téléphone, les rassure, les accompagne humainement pendant des années. »

#### **Accélération de la croissance d'ici 2024**

Sabine Calba poursuit : « Notre stratégie jusqu'en 2024, date où Marseille accueillera les épreuves de voile des Jeux Olympiques au large de la Corniche, c'est ce 'Plan 2024' où il faudra accélérer la croissance avec 400M€ de PNB, 70M€ de résultats nets et un coefficient d'exploitation de 66%, chiffres qui sont déjà pour partie atteints grâce au dynamisme, à la motivation de toutes nos équipes. Et nous sommes toutes voiles dehors pour anticiper sur la banque de demain. Nous devons anticiper, suivre les évolutions indites par le télé-travail, la digitalisation, les modes de vie. »

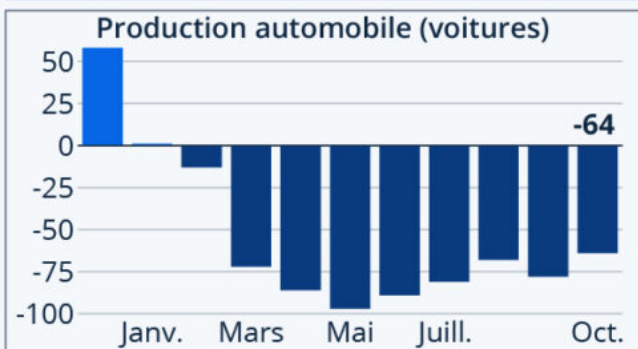
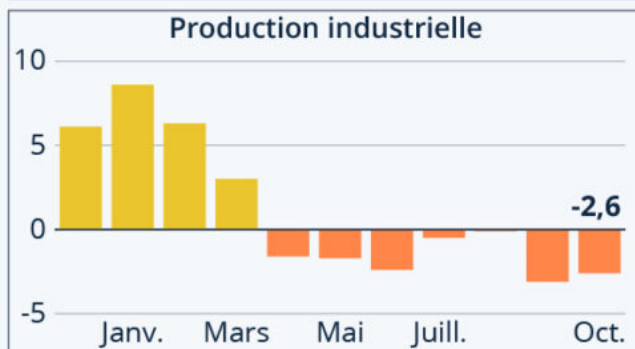
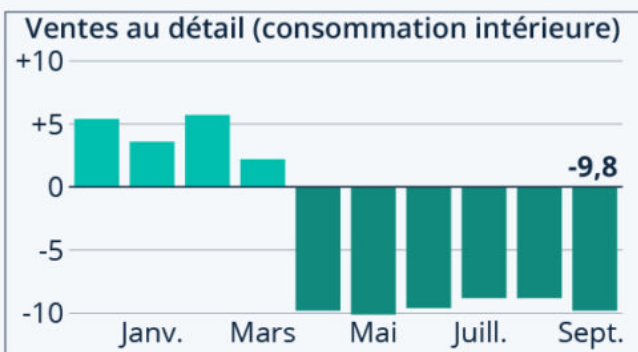
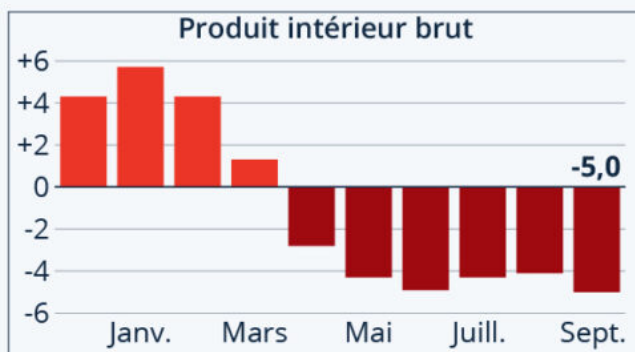
Elle conclut : « Nos trois ambitions majeures sont d'être plus efficaces, plus engagés et plus entrepreneurs. Notre rôle de banquier n'est pas seulement celui d'un financier mais d'un partenaire à part entière. Aujourd'hui, à propos de questions sur leur contrat d'assurance-vie, nombre de nos clients, souvent âgés, sont ravis d'avoir une visio-conférence avec nos collaborateurs, ils n'ont pas besoin de prendre leur voiture pour un rendez-vous physique dans l'une de nos 20 agences de Vaucluse. Le client est notre colonne vertébrale, nous allons donc créer une agence dématérialisée spécialisée dans l'agriculture, l'arboriculture et la viticulture avec 3 collaborateurs dédiés pour accompagner notre clientèle rurale et favoriser le développement économique de nos territoires. Peut être demain une autre sera-t-elle imaginée pour aider les professions libérales, les pharmacies, les laboratoires d'analyses ».

Ecrit par le 22 juillet 2024

# Comment les sanctions pèsent sur l'économie russe

## Comment les sanctions pèsent sur l'économie russe

Évolution d'une sélection d'indicateurs mensuels en Russie depuis décembre 2021 (en %, d'une année sur l'autre)



Sources : Ministère du développement économique de Russie, Rosstat et Banque de Russie



statista

Ecrit par le 22 juillet 2024

L'[invasion de l'Ukraine](#) par la Russie en février 2022 a déclenché une série de sanctions imposées par l'Union européenne, les États-Unis et d'autres pays occidentaux en réponse à l'agression du régime de Vladimir Poutine. Depuis le 22 février, une vague de plus de 10 000 mesures restrictives est ainsi venue s'ajouter à la liste des [sanctions prises contre la Russie](#) par la communauté internationale. Ces sanctions visent principalement à affaiblir la capacité de Moscou à financer et à mener la guerre, et ciblent plus spécifiquement l'élite politique, militaire et économique responsable de l'invasion. Elles incluent notamment des restrictions sur le secteur financier russe, sur les exportations de charbon et de pétrole du pays, ainsi que sur les importations d'un grand nombre de biens de haute technologie nécessaires à certains secteurs de son industrie.

Dans un [rapport](#) publié fin octobre, le centre de réflexion Bruegel admettait cependant que, jusqu'alors, « les recettes fiscales russes n'avaient pas suffisamment souffert des sanctions pour réduire la durée de cette guerre », le gouvernement du pays profitant notamment de la [hausse des prix de l'énergie](#) pour compenser les pertes liées aux restrictions occidentales. Mais cette résistance relative pourrait bien toucher à sa fin. Les auteurs du rapport notent que « les recettes fiscales de la Russie commencent désormais à en prendre un coup ; étant donné l'ampleur des sanctions, l'économie en souffrira à moyen et long terme. Le départ d'un grand nombre d'entreprises occidentales, l'émancipation de l'UE vis-à-vis des hydrocarbures russes et l'incapacité de la Russie à trouver des solutions de remplacement équivalentes porteront « gravement atteinte » à l'économie russe ».

Des estimations provenant de sources diverses (dont les autorités russes) montrent que les mesures restrictives prises en Europe et ailleurs pèsent lourd sur l'économie du pays, les résultats étant notamment visibles à travers l'évolution de plusieurs indicateurs présentés dans notre infographie. Depuis le mois de mai par exemple, la Russie affiche un PIB en récession de 4 % à 5 % par rapport à l'année dernière. La production industrielle est en berne depuis le printemps, en particulier dans le secteur automobile, où des chutes de production mensuelle allant de 64 % à 97 % ont été rapportées d'avril à octobre. Autre indicateur de santé économique, la consommation intérieure tourne également au ralenti depuis plus de six mois, avec des ventes au détail de 9 % à 10 % inférieure à l'année précédente. Reste à savoir combien de temps l'économie russe pourra résister dans cette conjoncture défavorable.

De Tristan Gaudiaut pour [Statista](#)

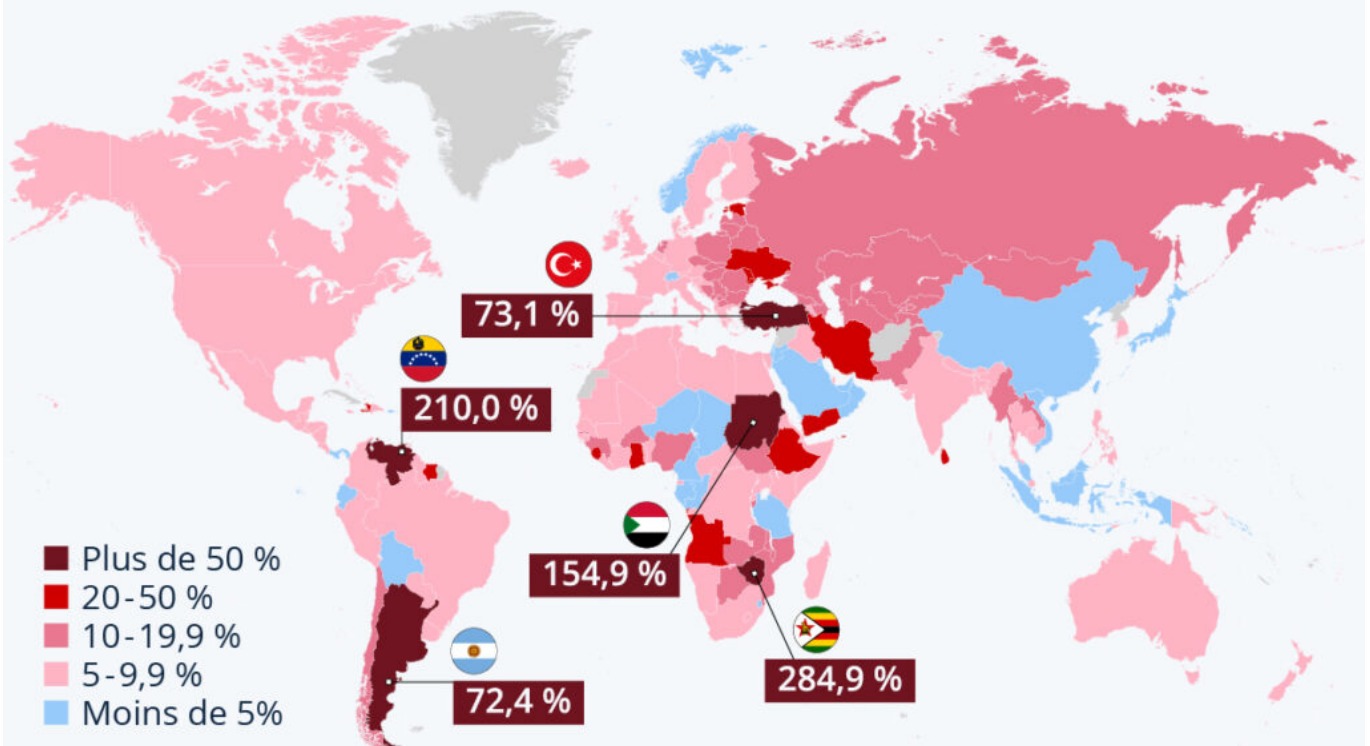
---

## Inflation : quels pays sont les plus touchés en 2022 ?

Ecrit par le 22 juillet 2024

# Inflation : quels pays sont les plus touchés ?

Prévision du taux d'inflation en 2022, par pays ou territoire



Moyenne annuelle. Prévisions en date d'octobre 2022.

Données non disponibles : Afghanistan, Liban, Syrie, Corée du Nord.

Source : FMI



**statista**

Après un pic en cette fin d'année 2022, l'inflation devrait rester « élevée plus longtemps que prévu » dans le monde, selon les dernières [prévisions du FMI](#). Les économistes de l'organisation monétaire estiment que le taux d'inflation mondial va atteindre une moyenne de 8,8 % en 2022, avant de diminuer à 6,5 % en 2023, puis à 4,1 % en 2024.

Écrit par le 22 juillet 2024

Comme le montre notre carte, certaines nations qui connaissent actuellement des conflits, des bouleversements ou des problèmes socio-économiques majeurs enregistrent des taux d'inflation beaucoup plus élevés que la moyenne mondiale. Parmi eux figurent le Zimbabwe, le Venezuela, le Soudan, la Turquie et l'Argentine, où les prévisions tablent sur une hausse moyenne des prix à la consommation allant de 70 % à 285 % cette année. D'autres pays, comme l'Iran, le Yémen et le Sri Lanka, devraient connaître une inflation supérieure à 40 %.

Dans le détail, les prévisions indiquent que moins de 40 pays et territoires réussiront à maintenir l'augmentation des prix en dessous de 5 %. Plus de 90 devraient enregistrer un taux d'inflation moyen compris entre 5 % et 10 % en 2022 (dont la France, à 6 %), tandis que quelque 60 autres dépasseront la barre des 10 %. En Europe, cela concerne principalement les pays situés à l'est du continent.

De Tristan Gaudiaut pour [Statista](#)

---

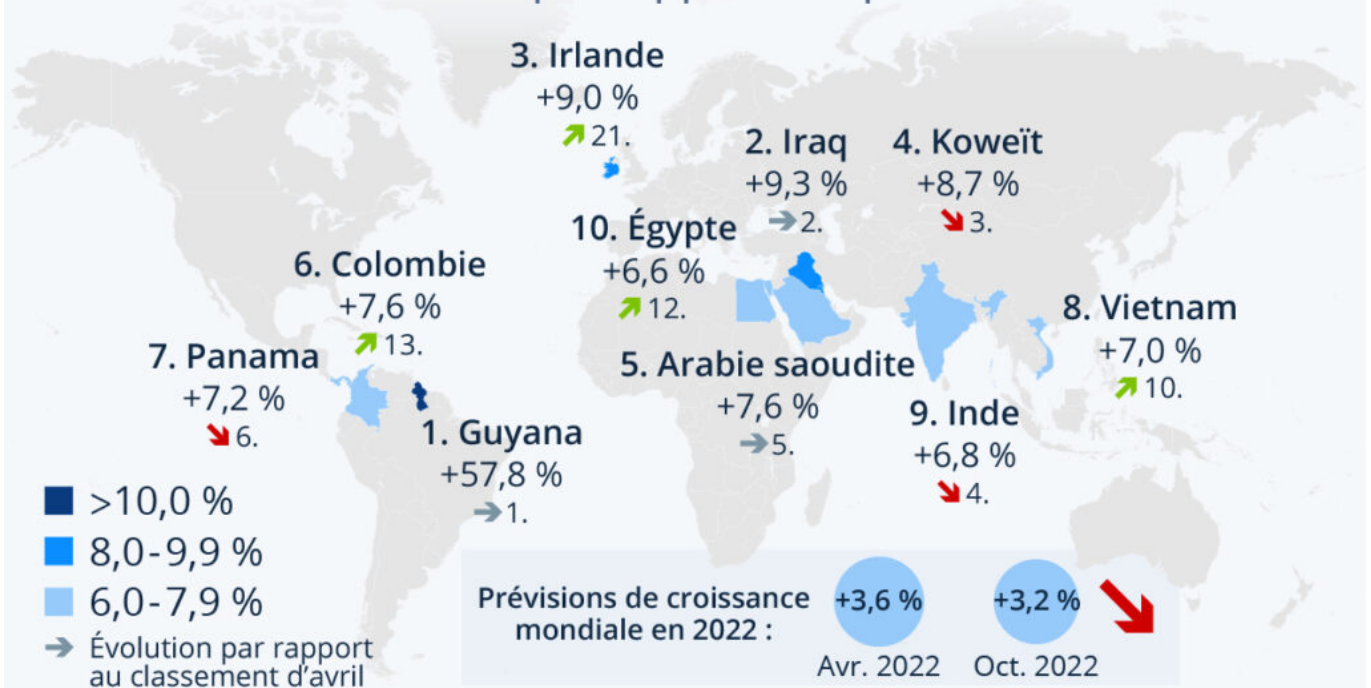
## Économie : quels pays connaîtront les plus fortes croissances en 2022 ?



Ecrit par le 22 juillet 2024

# Les économies à forte croissance en 2022

Pays avec les prévisions de croissance du PIB les plus élevées en 2022\* et évolution par rapport aux prévisions d'avril



\* Prévisions d'octobre 2022.

Sélection des pays avec un PIB supérieur à 20 milliards de dollars en 2021.

Source : FMI - Perspectives de l'économie mondiale



À l'image d'[autres organisations](#) le mois dernier, le [Fonds monétaire international](#) (FMI) a revu à la baisse ses prévisions de croissance mondiale en octobre à 3,2 % pour 2022 (soit 0,4 points de moins qu'en avril). Parmi les raisons de ce ralentissement généralisé et plus marqué qu'attendu, les économistes de l'institution financière évoquent la [crise du coût de la vie](#), la guerre en Ukraine et les effets persistants de la pandémie de Covid-19.

Ecrit par le 22 juillet 2024

Comme le montre notre carte basée sur les perspectives économiques du FMI, quelques économies semblent toutefois épargnées, avec des taux de croissance du PIB qui resteront plus de deux fois supérieurs à la moyenne mondiale. Comme l'année dernière, c'est le Guyana qui devrait signer la plus forte croissance de la planète en 2022, avec une hausse du PIB attendue à plus de 50 %. Ce pays peuplé d'à peine 800 000 habitants connaît actuellement un boom économique grâce au démarrage de [nouveaux projets d'exploitation pétrolière](#).

En excluant les pays avec des PIB inférieurs à 20 milliards de dollars en 2021, l'Irlande, dont la croissance a été revue à la hausse par le FMI à 9 % (contre 5 % en avril), pourrait se classer sur le podium mondial cette année. L'économie de l'île est connue pour être volatile en raison du poids exercé par les nombreuses multinationales qui s'y sont installées, et qui profitent de l'un des [taux d'impôt sur les sociétés les plus bas](#) de l'UE.

Même si le FMI a revu sa prévision à la baisse pour l'Inde, avec une croissance à 6,8 % en 2022 (contre 8 % en avril), le géant asiatique reste l'une des économies avec la croissance la plus rapide au monde. L'Inde devrait ainsi dépasser le Japon en tant que deuxième économie d'Asie d'ici 2030. Les pays exportateurs de pétrole de l'OPEP sont également bien représentés en haut du classement, profitant de l'[impact de la hausse des prix](#) sur leur PIB. La croissance pourrait ainsi dépasser 9 % en Iraq, 8 % au Koweït et 7 % en Arabie saoudite.

De Tristan Gaudiaut pour [Statista](#)

---

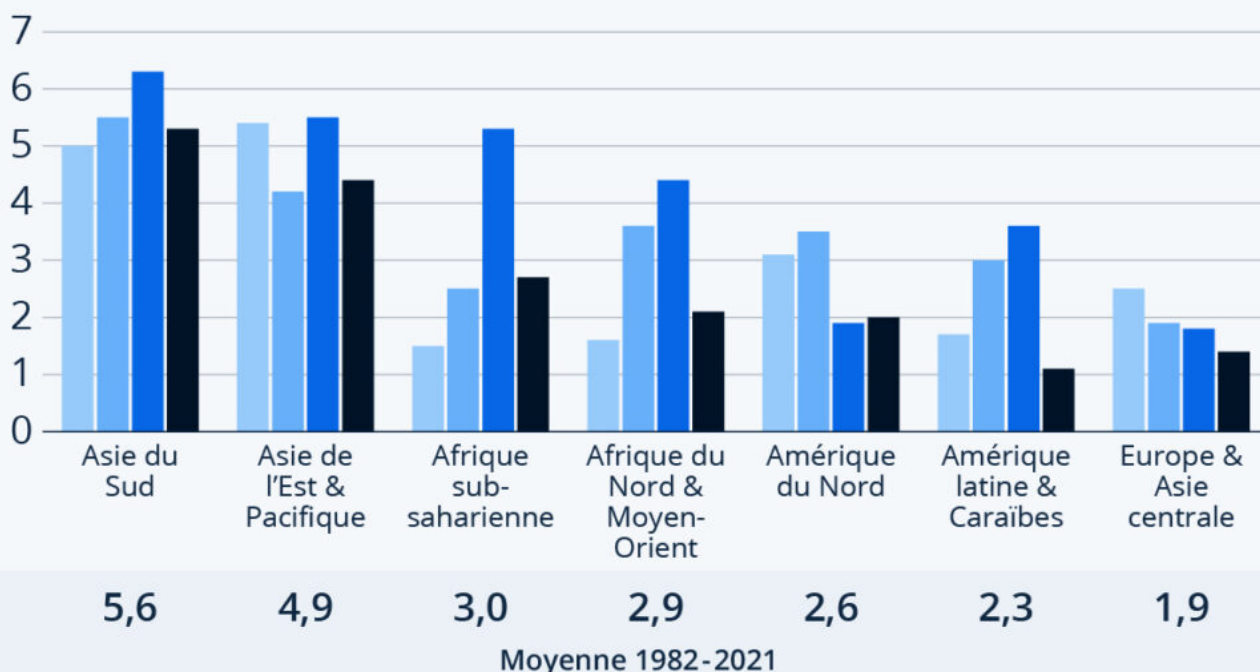
## Comment le PIB a évolué dans les régions du monde

Ecrit par le 22 juillet 2024

# Comment le PIB a-t-il évolué dans le monde ?

Taux de croissance annuel moyen du PIB au cours des périodes indiquées dans les régions sélectionnées, en %

■ 1982-1991 ■ 1992-2001 ■ 2002-2011 ■ 2012-2021



Source : Banque mondiale



statista

L'un des indicateurs les plus utilisés pour mesurer la prospérité économique est le produit intérieur brut, ou PIB. Il mesure la valeur monétaire de tous les biens et services produits dans un pays. Depuis le début des années 1980, la [population de la planète](#) a presque doublé (passant de 4,6 milliards à 8 milliards), alors que le volume du PIB mondial a été multiplié par près de quatre. Mais au-delà de cette moyenne mondiale, comment la production économique a-t-elle évolué dans les différentes régions du globe ? Où a-

Ecrit par le 22 juillet 2024

t-on observé les croissances les plus fortes ?

Avec une hausse moyenne du PIB supérieure à 5 % par an depuis quatre décennies, selon les [données](#) de la Banque mondiale, l'Asie du Sud est incontestablement la région qui a connu la plus forte [croissance économique](#), tirée vers le haut par des pays comme l'Inde, le Vietnam, le Laos et les Philippines. La zone Asie de l'Est/Pacifique, représentée entre autres par la Chine, le Japon et la Corée du Sud, se classe juste derrière, avec une hausse moyenne de 4,9 % sur l'ensemble de la période étudiée.

Outre l'Asie, depuis les années 1980, seule l'[Afrique](#) a dépassé une fois le seuil des 4 % de croissance annuelle moyenne sur une décennie : c'était entre 2002 et 2011. Depuis 2012, le taux d'évolution du PIB sur ce continent est retombé entre 2 % et 3 % par an, mais restait supérieur à celui mesuré en Amérique du Nord et dans la région Europe/Asie centrale (respectivement 2,0 % et 1,4 % sur la dernière décennie).

Comme le montre également notre graphique, la période 2012-2021, entravée par les effets de la crise financière de 2008 puis par la [pandémie de Covid-19](#) en 2020, affiche l'un des taux de croissance les plus faibles mesurés sur la période étudiée dans la plupart des régions du monde.

De Tristan Gaudiaut pour [Statista](#)